

DE L'INVISIBILITE DES CONFLITS AUTOUR DES ESPACES AGRO-PASTORAUX A TIENKO, NORD DE LA COTE D'IVOIRE

Goin Lou Tina Virginie, TRA

Chercheure associée au Centre de Recherche pour le Développement

Université Alassane Ouattara, Côte D'Ivoire

tinatramelissa@yahoo.fr

Résumé

À Tienko, une petite sous-préfecture située au nord-ouest de la Côte d'Ivoire, à la frontière avec le Mali, les conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont intensifiés en raison de l'expansion des terres agricoles et de l'accès limité à l'eau et aux pâtures. Le développement des cultures de rente comme le coton et la noix de cajou, ainsi que l'augmentation de l'élevage bovin, ont réduit les espaces de pâturage disponibles. Ces tensions se sont aggravées pendant la crise sociopolitique de 2002 à 2011. Toutefois, en 2016, des témoignages faisaient état d'un apaisement des conflits violents au profit de relations plus pacifiques. Cet article purement qualitatif explore les raisons de ce changement. À partir de données ethnographiques, cet article explore les raisons ayant conduit à la disparition apparente des conflits autour des ressources agro-pastorales à Tienko.

Mots clés : *Conflits, apaisement, espaces agro-pastoraux.*

Abstract

In Tienko, a small sub-prefecture located in the northwest of Côte d'Ivoire, near the border with Mali, conflicts between farmers and herders have intensified due to the expansion of agricultural land and limited access to water and grazing areas. The development of cash crops such as cotton and cashew, along with the increase in cattle farming, has reduced the availability of pastureland. These tensions worsened during the sociopolitical crisis from 2002 to 2011. However, by 2016, testimonies indicated a decline in violent conflict in favor of more peaceful relations. This purely qualitative article explores the reasons behind this shift. Based on ethnographic data, it investigates the factors that have led to the apparent disappearance of conflicts over agro-pastoral resources in Tienko.

Key Words: *Conflicts, peaceful, agro-pastoral areas*

Contexte et Justifications

A l'instar des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire accueille périodiquement des éleveurs venus des pays sahéliens. Ce mode de mobilité traditionnel, appelé transhumance, est une stratégie d'adaptation

des éleveurs pour trouver du fourrage et de l'eau durant la saison sèche, dans de vastes zones pastorales fragmentées par le colonialisme (Bonnet 2016, p.6). En effet, depuis les années 1960 et 1970, les éleveurs accompagnés de leurs troupeaux traversent les frontières des pays côtiers lors de leurs déplacements entre le Nord et le Sud. En Côte d'Ivoire, chaque saison sèche (de décembre à avril), des éleveurs en provenance du Mali, du Burkina Faso et du Niger, y séjournent jusqu'au début de la saison des pluies en mai. Cependant, la promotion des cultures de rente, telles que le coton et les cultures pérennes comme la noix de cajou, a entraîné une expansion des terres agricoles (Bassett 2009). De plus, de plus en plus d'agriculteurs intègrent l'élevage bovin dans leur mode de subsistance, ce qui conduit à une réduction des pâturages librement accessibles. En conséquence à cette situation, la compétition pour les ressources devient de plus en plus prononcée (Dugué et al. 2004 ; Le Guen 2004 ; Kolhagen 2002), engendrant une forte pression sur les ressources naturelles, en partie lié au changement climatique. Ces changements écologiques ont conduit à une réduction du couvert forestier dense et à un raccourcissement des périodes de jachère en raison de la transformation de l'utilisation des terres. En conséquence, l'accès à l'eau et à la terre est devenu de plus en plus complexe et difficile (Cecchi 2002). En Côte d'Ivoire, la situation déjà fragile s'est fortement détériorée pendant la crise sociopolitique qui a secoué le pays de 2002 à 2011. Pendant cette période, la rébellion des Forces Nouvelles (FN) a entraîné un retrait de l'Etat et de son administration dans la région. La crise a aussi accéléré la transformation des institutions de gestion des ressources naturelles dans le nord du pays. Le pays s'est alors retrouvé divisé en deux : le nord sous contrôle rebelle, et le sud sous contrôle gouvernemental. En 2004, les Forces Nouvelles ont mis en place une structure unifiée pour les forces rebelles (Fofana 2012). La Centrale, centre financier des FN, a instauré un système fiscal pour garantir des revenus suffisants (Hazen 2013). En ce qui concerne la gestion des ressources agro-pastorales, les rebelles ont établi de nouvelles règles, notamment pour réguler l'accès aux ressources pastorales des éleveurs transhumants venus du Sahel. Cette situation a engendré une exacerbation des conflits autour des espaces agro-pastoraux. En effet, de nombreux cas de conflits parfois violents ont été signalés par les acteurs interviewés. En 2007, le soi-disant Accord Politique de Ouagadougou a été signé. En conséquence, le personnel administratif officiel a été progressivement redéployé dans le

nord de la Côte d'Ivoire (Fofana 2012). Cependant, à Tienko, cette situation a conduit à un désordre dans la gestion des ressources agro-pastorales, ce qui a entraîné une exacerbation des conflits entre éleveurs et agriculteurs (Tra 2012). En effet, le retour lent de l'administration après 2007 a été accueilli avec espoir par certains acteurs impliqués dans la gestion des ressources agro-pastorales, notamment ceux qui se percevaient comme les perdants des conflits. Mais cet espoir s'est vite dissipé lorsqu'ils ont réalisé que l'administration redéployée ne pouvait pas fonctionner correctement en raison du pouvoir important exercé par les rebelles, qui menaçaient les agents de l'État tentant d'intervenir dans la résolution des conflits. Pour faire face à cette situation, la population a cherché d'autres solutions. Beaucoup ont commencé à se faire justice eux-mêmes par le biais de violences physiques. Ce discours sur l'augmentation de la violence autour des ressources agro-pastorales s'est reflété dans les médias, a été rapporté par les autorités administratives, et aussi mentionné par les chefs de village, les agriculteurs et les éleveurs que j'ai interrogés. Selon eux, la période de conflit la plus intense correspondait à la transhumance pendant la saison sèche, de fin novembre à mars. La crise post-électorale de 2010 a encore aggravé les conflits entre agriculteurs et éleveurs. En 2014, dans le but de mettre à jour mes données, j'ai entrepris de nouvelles recherches, au cours desquelles j'ai observé que certains membres des groupes rebelles officiellement dissous étaient encore présents dans la région, bien que la plupart aient disparu avec le retour des agents de l'État. Nombre de ces agents de l'État avaient auparavant quitté leurs postes à cause de la crise et des problèmes de sécurité persistants. Les acteurs clés de l'étude ont déclaré que les conflits s'étaient intensifiés après la fin de la rébellion en 2010. La situation s'est aggravée au point que le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques a visité les principales villes du nord de la Côte d'Ivoire en juillet 2012. Cependant, en 2016, le sous-préfet de Tienko, au cours de la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An a déclaré que les conflits avaient considérablement baissé à Tienko. Ces propos fort surprenants ont été confirmés par d'autres acteurs, en l'occurrence les agents de l'administration et certaines autorités villageoises. Ces affirmations vont à l'encontre de la réputation conflictuelle de la sous-préfecture de Tienko. En se basant sur l'approche de la gouvernance locale, cette présente étude mettra en exergue les raisons qui sous-tendent la disparition des conflits à Tienko.

Cadre méthodologique

Les collectes de données dans le cadre de cette étude purement qualitative ont été réalisées dans la sous-préfecture de Tienko, située au nord-ouest de la Côte d'Ivoire, à la frontière avec le Mali. Le choix de Tienko s'explique, d'une part, par sa position stratégique — il s'agit de la première sous-préfecture ivoirienne en provenance du Mali — et, d'autre part, par la fréquence et l'intensité des conflits signalés autour des espaces agro-pastoraux dans cette zone.

La population cible de cette étude a été subdivise en trois catégories d'acteurs :

- les acteurs impliqués dans les conflits, à savoir les éleveurs (sédentaires et transhumants) et les agriculteurs ;
- les instances d'arbitrage, incluant les autorités coutumières, les autorités administratives (sous-préfets, préfets), les élus locaux (députés, maires, présidents de conseils régionaux), ainsi que les directeurs départementaux des productions animales et de l'agriculture ;
- les médiateurs, comprenant les leaders communautaires et religieux, les cadres locaux, ainsi que les présidents d'associations d'éleveurs et d'agriculteurs.

Les données ont été collectées au moyen de plusieurs outils méthodologiques : la recherche documentaire, les entretiens semi-structurés et les Focus Group Discussions (FGD). Trois phases de collecte ont été menées : la première entre juin et juillet 2011, la deuxième en novembre 2014 et la troisième de janvier à février 2016. Les entretiens ont été conduits auprès des différentes catégories d'acteurs susmentionnées, tandis que les FGD ont été organisés avec des groupes homogènes d'éleveurs et d'agriculteurs. Les transcriptions des entretiens ont été encodées à l'aide du logiciel MAXQData 18, en vue de leur analyse thématique.

Au plan théorique, l'étude a mobilisé l'approche de la gouvernance telle que définie par Förster et Koechlin (2015). Pour ces auteurs, la gouvernance se réfère à des arrangements institutionnels basés sur des formes spécifiques d'autorité et de normes. Elle est un ensemble d'actions coordonnées mises en œuvre par les acteurs en vue de résoudre les problèmes sociaux complexes. Cette approche a permis de répondre à la question suivante : comment un problème devient-il un problème autour duquel s'articulent les acteurs ? L'articulation dont il est question ici se veut contingente, en fonction de la marge de manœuvre des acteurs qui ajustent leurs tactiques dans l'apparition et la résolution des conflits.

Résultats

Les résultats de cette étude mettent en exergue les justifications que les acteurs sur le terrain ont donné à la réduction des conflits autour des espaces agro-pastoraux dans la sous-préfecture de Tienko. Même si la majorité des acteurs est unanime à évoquer une baisse « substantielle » des conflits violents, les raisons sous-jacentes divergent d'un acteur à l'autre.

1. Campagne de sensibilisation : comité sous-préfectoral

Installé à son poste en 2014, le sous-préfet, à son arrivée a sillonné les villages de la sous-préfecture de Tienko pour effectuer une campagne dite de « sensibilisation » sur la négativité des situations conflictuelles autour des espaces agro-pastoraux. Selon lui, le but de cette campagne était de renforcer le tissu social déchiré par la crise socio-politique. Pour ce faire, il a choisi comme point d'entrée la régulation du pâturage et la circulation du bétail transhumant. Au cours de ces tournées, les populations agricoles et pastorales ont été invitées à militer pour le renforcement de la trame sociale, fragilisée par les années de crise militaro-politique, en les encourageant à respecter les intérêts des uns et des autres. La réduction des conflits, donc, serait la conséquence positive de ces tournées. Pour le sous-préfet, le fait que très peu de cas de conflits aient été enregistrés au niveau de la sous-préfecture de Tienko est la preuve visible que les campagnes de sensibilisation qu'il a lancées ont permis une réduction drastique des conflits autour des espaces agro-pastoraux. Il part du constat selon lequel les autorités administratives

redéployées ne pouvaient exercer pleinement leur fonction, car leur pouvoir était constamment contrecarré par celui des Forces rebelles encore présentes dans cette zone. La réunification du pays a donc permis au sous-préfet de regagner tous les pouvoirs liés à son statut. D'autre part, la collaboration entre les sous-préfectures frontalières du Mali et de la Côte d'Ivoire s'est nettement améliorée. Ce qui contribue à une meilleure gestion des conflits.

Toutefois, la rhétorique de la baisse des conflits aurait pour objectif premier une tentative d'embellissement d'une image qui a été fortement ternie par la crise sociopolitique. En effet, le fait que la sous-préfecture n'ait pas enregistré de nombreux cas de conflits peut s'expliquer par d'autres facteurs. Par exemple, lors de ces visites dites de sensibilisation, le sous-préfet aurait recommandé à la population locale de ne faire appel aux autorités que lorsque le coupable des méfaits avait été clairement identifié. En l'absence d'un coupable, surtout pour les dégâts commis la nuit, il s'avère difficile pour l'agriculteur de solliciter l'intervention des autorités administratives. L'un des facteurs qui pourraient justifier la non-mobilisation de la sous-préfecture est que les habitants de la sous-préfecture de Tienko redoutent le caractère intransigeant du nouveau sous-préfet.

Ils préfèrent donc le contourner, dans le but d'éviter que ses verdicts occasionnent davantage de tensions entre protagonistes. Par ailleurs, pour les membres du comité villageois de la gestion des conflits, le mérite leur revient, ils attestent que cette diminution des conflits est due à une très bonne gestion de leur part.

2. Commission villageoise pour le règlement des conflits : une bonne gestion des conflits

Selon ce comité, les conflits ont diminué en raison de leur compétence dans la gestion des conflits. Cette compétence s'explique par le fait que, contrairement au précédent bureau, les membres de ce comité prétendent refuser tout pot-de-vin. Selon eux, ce choix s'inspire du Coran, qui interdit toute pratique contraire aux principes religieux et encourage tous les fidèles à dire la vérité. Les membres du comité villageois des conflits affirment que les protagonistes seraient surtout satisfaits de leur mode de résolution des différends. C'est pourquoi les

conflits sont rarement transférés au niveau de la sous-préfecture. Mais, en réalité, c'est par principe d'évitement que le comité villageois ne sollicite pas l'intervention du sous-préfet. Il préfère par exemple, dans des cas extrêmes, avoir recours aux gendarmes. Selon Goffman, manifester le respect et la politesse à l'égard de quelqu'un est une forme de protection qui rentre dans la stratégie d'évitement. En effet, par mesure de prudence et de défense, ils contournent le sous-préfet dont la ligne de conduite est contradictoire à la leur, afin de prévenir des situations susceptibles de dégénérer en conflits. De plus, le registre que devrait tenir le sous-préfet dans lequel sont consignés les délibérations de la commission villageoise, n'a jamais été consulté par lui. Celui-ci n'a aucune idée des conflits résolus au niveau villageois. D'un autre côté, les membres de la commission villageoise n'ont jamais pu dire avec exactitude où était ce registre.

3. Agro-pasteurs : changement de l'objet intentionnel

Selon les agro-éleveurs, les configurations des rapports dans la relation dyadique entre eux et les agriculteurs ont nettement évolué. Les conflits étaient dus en partie aux images stéréotypées que les uns entretenaient à l'égard des autres. De plus en plus, ces images teintées de négativité tendent à s'estomper du fait de l'imbrication des activités pastorales et agricoles, engendrant une compréhension mutuelle des praticiens de ces deux activités. En effet, la dichotomie éleveurs/agriculteurs, Peuls/autochtones, renvoyant à deux catégories distinctes, devient obsolète. Par le passé, la pomme de discorde était sous-tendue par des malentendus de part et d'autre, mais, depuis que les agriculteurs s'initient au métier de l'élevage et vice-versa, la magnitude des conflits a fortement baissé.

Cette hypothèse est soutenue par certains éleveurs qui postulent que les conflits violents étaient dus au manque de culture pastorale. La réduction des conflits serait la conséquence de l'acquisition progressive de cette culture car connaître l'autre au travers de son activité en ressentant ses sentiments, ses sensations et ses frustrations, a grandement contribué à déconstruire l'image négative qui entravait leurs relations et a contribué au processus de reconstruction d'une image qui se veut valorisante. Ainsi, les modifications en cours dans la redéfinition de l'image ont favorisé la reconfiguration des rapports des praticiens des activités agricoles et

pastorales qui sont passés de la conflictualité au consensus. Plus encore, l'explication de la réduction des conflits peut résider dans les arrangements sociaux qui se tissent et se renforcent par le biais des alliances telles que les mariages. Dès lors, les situations qui, autrefois, étaient porteuses de conflictualité sont résolues au sein de la cellule familiale. En cas de destruction de cultures, par exemple, le propriétaire du champ, après échange avec le propriétaire des animaux, n'exige que très souvent un remboursement. Selon Riesman (1975), peu de dommages sont compensés dans la pratique, car exiger un remboursement est socialement mal perçu.

4. Transhumants : trop de taxes et accès difficile aux ressources disponibles

Pour les transhumants, la réduction des conflits serait due, d'une part, à la prolifération des taxes et à la difficulté d'accès et/ou, d'autre part, à l'insuffisance des ressources dans la sous-préfecture de Tienko.

À Tienko, la venue des transhumants ne rime pas seulement avec conflits, mais contribue à l'économie de plusieurs secteurs d'activité. Le paiement des taxes légales permet de générer des fonds pour alimenter les caisses du trésor ivoirien. D'autres taxes connexes sont prélevées par la sous-préfecture et les autorités villageoises. Pour toutes ces taxes existantes, la municipalité de Tienko a décidé d'instaurer un système de taxation pour les zones pâturables. Cependant, tout porte à croire que l'instauration de cette taxe n'a pas fait l'objet de véritables négociations entre les agro-éleveurs peuls, les tuteurs des transhumants et le bureau de la sous-préfecture, dans le cas précis de Tienko. D'un autre côté, les éleveurs transhumants évitent la zone de Tienko du fait des tracasseries routières. En 2015, en raison de fréquentes attaques terroristes perpétrées par les groupes islamiques dans les pays frontaliers comme le Burkina Faso et le Mali, un contingent de l'armée ivoirienne a été détaché dans les zones frontalières pour assurer la sécurité du territoire national. Cependant, les éleveurs transhumants restent constamment victimes de tracasseries routières. Les tuteurs de transhumants enregistrent des plaintes de leurs protégés, lassés de cette situation.

Par ailleurs, les éleveurs ont également souligné l'inaccessibilité aux ressources, comme les pâturages et les points d'eau, dans la sous-

préfecture de Tienko en raison de la forte concurrence locale due en partie à la pression humaine et animale sur les ressources disponibles. Plus encore, l'accessibilité des retenues d'eau s'annonce délicate, car elles sont soumises à taxation ou entourées de champs.

Face à cette situation, ils préfèrent se rendre sur d'autres sites où les négociations pour l'accès aux ressources sont plus aisées. De plus, ces éleveurs affirment que les pâturages se raréfient à Tienko en raison de l'augmentation des cultures, et que l'alliance précédente entre eux et les agriculteurs semblent s'effriter plus à cause de la culture permanente des terres et de l'utilisation des pâturages par les bovins sédentaires. En effet, jusqu'à un passé très récent, les éleveurs transhumants avaient des arrangements avec les agriculteurs locaux qui consistaient à fertiliser le sol. En échange, ils bénéficiaient de la vaine pâture pour l'alimentation de leurs animaux. Cette relation de complémentarité entre agriculteurs tend à s'estomper, car ses ressources sont maintenant réservées au cheptel local. Cette analyse montre comment les acteurs se positionnent et comment ils font passer un message à leur allocataire à travers la mise en exergue d'une image qu'ils veulent positive ou une présentation voilée de doléances ou encore une mise en avant d'une relation harmonieuse, conviviale et paisible.

Conclusion

Cet article visait à comprendre les raisons qui sous-tendent la disparition apparente des conflits à Tienko — une ville où les tensions étaient autrefois fréquentes. L'(in)visibilité des conflits met en lumière les relations entre les acteurs et la manière dont ils se positionnent. Cet article a souligné la diversité des points de vue des acteurs sur la réduction des conflits. Selon le comité du sous-préfet, cette diminution est le fruit de sa bonne gestion (à travers le comité villageois) et des campagnes de sensibilisation qu'il a menées. De leur côté, les agro-éleveurs expliquent cette baisse par l'intégration croissante entre les activités agricoles et l'élevage. Quant aux éleveurs transhumants, ils évoquent une stratégie d'évitement de Tienko — à la fois pour fuir les taxes et pallier le manque de pâturages. En réalité, les résultats de mes recherches montrent que les conflits n'ont pas nécessairement diminué, mais se sont déplacés hors du champ visible. Cela pose alors la question : pour qui ces conflits sont-ils

invisibles ? Autrement dit, à l'insu de qui ces conflits persistent-ils ? À l'échelle locale, ces tensions restent visibles pour les chefs de village et les agro-éleveurs. Toutefois, la manière dont ces conflits sont cadrés les rend invisibles aux yeux des observateurs extérieurs.

Par exemple, les agro-éleveurs et les éleveurs sédentarisés ne considèrent plus la destruction de cultures comme une source majeure de conflit, en l'absence de transhumance. À ce niveau, les conflits peuvent aussi rester latents, car les acteurs impliqués choisissent de ne pas exprimer leur frustration au nom des liens de parenté. Mais ces tensions peuvent ressurgir avec plus de force en cas de destructions répétées. Pour certains éleveurs installés, qui restent perçus comme des étrangers dans la communauté, ils préfèrent ne pas se plaindre de peur d'être expulsés. Cependant, à un niveau administratif plus large, ces conflits sont devenus invisibles. Il est important de souligner que l'image de l'administration a été ternie par la rébellion. Pour contrer cette réputation et redorer leur image, les autorités préfèrent projeter une apparence de bon fonctionnement, ce qui pourrait expliquer pourquoi les conflits sont rendus invisibles à leur niveau. Il reste toutefois difficile de vérifier cette baisse des conflits par des preuves tangibles. Le registre tenu par le comité villageois pour l'identification des conflits n'a pas pu être retrouvé, et le sous-préfet a déclaré ne pas l'avoir consulté non plus. Les statistiques officielles reposent donc uniquement sur les données fournies par la sous-préfecture.

Pour résumer, les conflits prennent désormais des formes différentes et ne sont plus aussi spectaculaires qu'auparavant. En raison des liens étroits entre les éleveurs installés et les agriculteurs locaux, la destruction des cultures est plus tolérée ou reste à l'état latent, contrairement aux éleveurs nomades transhumants, de passage, qui suscitaient davantage de tensions. La portée sociale de cette étude réside dans sa capacité à mettre en lumière les transformations subtiles mais significatives des dynamiques de conflit entre agriculteurs autour des espaces agro-pastoraux. Elle fournit des informations sur les jeux de pouvoir des acteurs et leur capacité à accroître leurs marges de manœuvres. Cette étude permet *in fine* de comprendre les mécanismes sociaux qui favorisent la paix ou exacerbent les conflits.

Références bibliographiques

- Abass Isah Mohammed** (2012), *No Retreat, No Surrender: Conflict for Survival between Fulani Pastoralists and Farmers in Northern Nigeria*, European Scientific Journal 8 (1): 331–345.
- Ancey, Véronique** (1996), *Trajectoires pastorales et politiques économiques de l'élevage : éleveurs transhumants dans le nord de la Côte d'Ivoire*, PhD diss., EHESS Paris.
- (2017), *Entre le monde du développement et les sociétés pastorales : enjeux de connaissance et d'action. Le cas de l'information et de la gestion de l'eau*, Communication présentée à la XXXIIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde, mai 2017. Agricultures, Ruralités et Développement. Université Libre de Bruxelles, Belgique. <http://www.mondesdeveloppement.eu/pages/association-tiers-monde/appel-xxxii-journees-atm-lille-2016.html>. Last accessed 20.04.2018.
- Bassett Thomas** (1988), *The Political Ecology of Peasant-Herder Conflicts in the Northern Ivory Coast*, Annals of the Association of American Geographers 78 (3): 453–472.
- (2009), *Mobile Pastoralism on the Brink of Land Privatization in Northern Côte d'Ivoire*, Geoforum 40: 756–766.
- Bernadet Philippe** (1984), *Les Peuls semi-transhumants de la Côte d'Ivoire*, Paris: L'Harmattan.
- Bonnet Bernard** (2013/4), *Vulnérabilité pastorale et politiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel*, Monde en développement no. 164 : 71–91.
- (2016), *Une brève histoire du pastoralisme dans les politiques publiques*, Grain de sel 73–74: 6–7.
- Bronkhorst, Salomé** (2012), *Rareté de ressources et conflit entre pasteurs et agriculteurs au Sud Kordofan, Soudan. Les obstacles à la promotion du pastoralisme comme forme d'adaptation au changement climatique*, Cultures et Conflits no. 88: 111–132.
- Bukari Kaderi Noagah** (2017), *Farmer-Herder Relations in Ghana: Interplay of Environmental Change, Conflict, Cooperation and Social Network*, PhD diss., University of Göttingen.
- Contamin Bernard** (1997), *Entreprises publiques et désengagement de l'État en Côte d'Ivoire. A la recherche de la privatisation*, in *Le Modèle Ivoirien en Questions: Crises, Ajustements, Recompositions*, edited by Bernard Contamin and Harris Memel-Foté, 89–107. Paris: Karthala and Orstom.

- Coulibaly Amara** (2006), *Gestion des conflits fonciers dans le nord ivoirien. Droits, autorités et procédures de règlements des conflits*, Séminaires “problèmes fonciers”. Colloques International Montpellier 2006, Les Frontières de la Question Foncière. www.mpl.ird.fr/colloque_foncier.
- Cecchi Philippe** (2007), *L'eau en partage: Les petits barrages de Côte d'Ivoire*, Paris: IRD. http://horizon.documentation.ird.fr/ex-doc/doc/pleins_textes/ed-0608/010040003.
- Dago Guébi Joseph** (2016), *Histoire économique et sociale de la Côte d'Ivoire de 1843 à nos jours*, Paris: L'Harmattan.
- Diallo Youssouf** (1995), *Les Peuls, les Senoufos et l'État au nord de la Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers et gestion du pastoralisme*, A.P.A.D Bulletin 10: 35–45.
- (2001), *Processes and Types of Pastoral Migration in Northern Côte d'Ivoire*, in *Mobile Africa: Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond*, edited by Mirjam de Bruijn, Rijk van Dijk, and D.W. Foeken, 153–168. Leiden: Brill.
- (2008), *Nomades des Espaces Intersticiels. Pastoralisme, Identités, Migrations (Burkina Faso-Côte d'Ivoire)*, Köln: Rüdiger Köpfe Verlag.
- Dugue Philippe, Koné, Fériman Rodrigue, Koné, Gnangadjomon, and Akindès, Francis** (2004), *Production agricole et élevage dans le centre du bassin cotonnier de Côte d'Ivoire. Développement économique, gestion des ressources naturelles et conflits entre acteurs*, Cahier Agriculture 13: 504–509.
- Fofana Moussa** (2012), *Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire*, PhD diss., Université de Bouaké.
- Förster Till** (2012), *Imagining the Nation: Independence Ceremonies under Rebel Domination in Northern Côte d'Ivoire*, Africa Arts 45 (3): 42–55.
- Förster Till and Lucy Koechlin** (2011), *The Politics of Governance: Power and Agency in the Formation of Political Order in Africa*, Basel Papers on Political Transformations, 1. Basel: Institute of Social Anthropology.
- Greiner, Clemens** (2013), *Guns, Land and Votes: Cattle Rustling and the Politics of Boundary (Re)making in Northern Kenya*, African Affairs 112/447: 216–237.
- Homer-Dixon Thomas** (1994), *Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Cases*, International Security 19 (1): 5–40.
- Hazen Jennifer M.** (2013), *What Rebels Want: Resources and Supply Networks in Wartime*, London: Cornell University Press-Ithaca.

Koechlin Lucy et Till Förster, eds. (2014), *The Politics of Governance: Actors and Articulations in Africa and Beyond*, London and New York: Routledge.

Kolhagen Dominik (2002), *Gestion foncière et conflits entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et étrangers dans la région de Korhogo (Côte d'Ivoire)*, Rapport de mission dans le cadre du programme de recherche “vers de nouvelles dynamiques entre loi et coutume?”. CIRAD.

Le Guen Tanguy (2004), *Le développement agricole et pastoral du nord de la Côte d'Ivoire: Problèmes de coexistence*, Les Cahiers d'Outre-Mer 57 (226–227): 259–288.

Mwamfupe, Davis (2015), *Persistence of Farmer-Herder Conflicts in Tanzania*, International Journal of Scientific Publications 5 (2): 1–10.

Meignan Gouédan Richard (2015), *La Question Alimentaire en Côte d'Ivoire à l'époque coloniale (1904–1959)*, Paris: L'Harmattan.

Moritz Mark (2006), *Changing Contexts and Dynamics of Farmer-herder Conflicts Across West Africa*, Canadian Journal of African Studies 40 (1): 1–40.

— (2010), *Understanding Herder-Farmer Conflicts in West Africa: Outline of a Processual Approach*, Human Organization 69 (2): 138–148.

Riesman Paul (1974), *Société et Liberté chez les Peul Djelgobé de Haute-Volta. Essai d'Anthropologie Introspective*, Paris: Mouton and Ecole Pratique des Hautes Etudes.

Schröder Ingo and Bettina Schmidt (2001), *Introduction: Violent Imaginaries and Violent Practices*, in *Anthropology of Violence and Conflict*, edited by Ingo Schröder and Bettina Schmidt, 1–24. London and New York: Routledge.

Tra Tina Virginie (2012), *Conflits d'usage et pratiques d'élevage bovin à Tienko dans le nord de la Côte d'Ivoire*, Mémoire de DEA, Université de Bouaké.